

|  |  |
| --- | --- |
|  | **MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE***(le présent document tient lieu de règlement de la consultation et de contrat)*DOCUMENT A COMPLETER ET A TRANSMETTRE AU SERCICE ACHATS MARCHES QUI CONSERVE LES ORIGINAUX**INDICATIONS**LE PRESCRIPTEUR/PORTEUR DE PROJET EN LIEN AVEC LE SERVICE ACHATS COMPLETE LA PARTIE EN BLEU LE CANDIDAT COMPLETE LA PARTIE EN JAUNE**Partie réservée au Service achats Marchés****MARCHE N°24.40**Marché passé en application du code de la commande publique (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018). **DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : 18/12/2024 - 12h00** |

*LE CANDIDAT REMPLIT LES CHAMPS SURLIGNES EN JAUNE DANS LE PRESENT DOCUMENT, LE SIGNE (PERSONNE AUTORISEE A ENGAGER LA PERSONNE MORALE) ET LE TRANSMET DANS SA REPONSE A LA CONSULTATION, ACCOMPAGNE DES PIECES MENTIONNEES DANS LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION.*

**PARTIE A –CAHIER DES CHARGES**

1. **Nature du marché***:*

**[x] Fourniture Equipement**

[ ]  **Fourniture Consommables**

[ ]  **Prestations de services**

1. **Objet du marché** :

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l’installation (vérification des calibrages des objectifs), la mise en ordre de marche, la garantie, la formation à l’utilisation et la formation aux opérations de maintenance préventive et curative de premier niveau de **:** **Une enceinte blindée adaptée à la manipulation de radionucléides émetteurs alpha.**

Code CPV : 35113200-1 Equipement de protection nucléaire, biologique, chimique et radiologique.

**Caractéristiques techniques et/ou fonctionnalités attendues**

L’équipement est une enceinte blindée dédiée à la manipulation de sources radioactives émettrices alpha dans une gamme d’énergie et d’activité limitée, mais permettant une radioprotection efficace des opérateurs. Les radionuléides émetteurs de rayonnements alpha sont complexes et peuvent générés d’autres types de rayonnements, notament d’électrons et de positrons et il est important de les prendre en compte pour la protection du personnel manipulant.

L’enceinte de type 2 ronds de gants (en termes d’encombrement) pourra être doté d’un environnement d’air contrôlé de classe A pour la manipulation optimale des émetteurs alpha.

L’enceinte devra répondre aux caractéristiques suivantes :

* **Le plan de travail** doit prévoir :
	+ un espace de travail de L 750 x P 550 x H 600 mm minimum
	+ un emplacement pour un activimètre (modèle Veenstra VDC-405)
	+ un emplacement blindé pour une poubelle intégrée dans le plan de travail. Le blindage devra être suffisamment épais pour ne pas fausser la lecture d’activité à l’activimètre.
	+ des étagères de rangement de petit matériel n’interférant pas avec l’extraction flux laminaire (le cas échéant)
	+ un éclairage LED adapté de la zone de travail, de sorte d’éviter les zones d’ombres
	+ des prises électriques (au minimum de 3) seront intégrées à la zone de travail pour pouvoir brancher un éventuel équipement dans l’enceinte (prises de courant et RJ45)
* **L’enceinte blindée devra comprendre un emplacement pour un activimètre.** Nous disposons déjà d’un activimètre Veenstra VDC-405
* **Des espaces seront également prévus pour accueillir :**
	+ Un agitateur chauffant (type Thermomixer® C Eppendorf).
	+ une ou plusieurs sources radioactives aux contenants de tailles variables.
* L’accès à la zone de travail se fera via une ou plusieurs préchambres ou sas d’entrée et de sortie dédiée à l’introduction des produits radioactifs et à l’extraction des préparations. Les portes auront une ouverture frontale (en façade) et pourront être asservies.
* Tous les passages de câbles et d’alimentation électrique dans l’enceinte se feront par des accès dédiés et protégés.
* Un panneau de commande et de contrôle sera placé en façade afin de surveiller l’environnement de la zone de travail et de commander toutes les fonctions de l’enceinte. Un manomètre de contrôle de la pression sera présent en façade.
* Au moins une prise située dans l’espace de travail de l’enceinte sera activable par un interrupteur localisé sur le panneau de commande.
* Un emplacement pour le matériel informatique (rangement unité centrale, écran, bras support, etc..) pourra être proposé par le fournisseur.
* Le système pourra éventuellement garantir la stérilité grâce à un flux laminaire sur toute la surface de travail, dans un environnement en dépression. Le système de filtration/ventilation sera décrit dans le détail. Tous les accessoires (filtres …) seront inclus à l’offre.
* Le système garantira la radioprotection du personnel grâce au système de filtration de l’enceinte. Les filtres seront adaptés en nombre, qualité et performance, aux radionucléides manipulés dans l’enceinte. L’ergonomie de l’accès et de l’opération de maintenance et remplacement devra être optimale.
* Le système sera ergonomique afin d’atteindre facilement tous les accessoires dans la zone de travail. L’enceinte sera à une hauteur de travail adaptée et adaptable. Il devra y avoir au minimum deux ronds de gants. Des lots de gants, de chacune des tailles existantes, seront inclus dans l’offre. Les zones de travail seront visualisable facilement grâce des vitres de dimension optimale excluant tout angle mort. L’enceinte devra permettre un accès facile à tous les éléments du plan de travail (poubelle, activimètre, tiroirs ou sas d’entrée/sortie, étagère…) et les pots blindés devront être facilement manipulables à partir du sas ou tiroir d’entrée.

 Les fournisseurs pourront proposer toute option d’ergonomie (tablette etc…).

* Nettoyage et décontamination :
* L’enceinte intérieure, ou zone de travail utile sera en matériaux hygiéniques (acier inoxydable ou corian) et facilement décontaminable, supportant l’utilisation régulière de produits désinfectant et décontaminants de la radioactivité. Le plan de travail devra être résistant aux rayures pouvant être générées par le glissement de pots blindés. Il devra également être résistant aux acides forts qui pourraient être utilisés (acide chlorhydrique, acide nitrique, etc…). Les dimensions intérieures et extérieures seront précisées.
* L’enceinte devra pouvoir être largement ouverte en face avant pour les opérations de nettoyage et de décontamination.
* Une procédure de nettoyage sera fournie à titre indicatif.

Les équipements et leurs installations, y compris les accessoires et les périphériques devront être conformes aux normes et à la réglementation en vigueur. Le candidat devra joindre à son offre tous les documents et procès-verbaux justifiant la conformité aux normes de tous les équipements proposés. Il devra justifier particulièrement du marquage CE.

Le fournisseur prendra à sa charge la qualification d’installation et opérationnelle de l’enceinte blindée.

Le fournisseur en outre peut présenter toutes les options qui lui semblent pertinentes au vu de l’activité décrite.

**Accessoires**

Le candidat pourra proposer tout accessoire qu’il jugera nécessaire et/ou utile.

**Prestation supplémentaires éventuelles n° 1 :**

* la fourniture de lots de gants supplémentaires et adaptés à l’enceinte.

**Prestation supplémentaires éventuelles n° 2 :**

* la fourniture d’un jeu de louches supplémentaire adaptée à l’activimètre de l’enceinte.

**Prestation supplémentaires éventuelles n° 3 :**

* la fourniture de chemises adaptées à l’activimètre de l’enceinte.

**Particularités des lieux d’installation**

L’équipement sera livré et installé dans le local « Laboratoire alpha » de la plateforme IMATHERA située dans le bâtiment Pharmimage.

Cette pièce a les caractéristiques suivantes :

• dimensions : 579 cm x 280 cm pour une hauteur sous plafond de 240 cm ;

• ouverture : porte de 90 cm de large.

• revêtement de sol plastique de type OPTIMA (Tarkett) ;

• local chauffé, en dépression, 10 renouvellements horaires de l’air. La cellule blindée sera raccordée sur un réseau spécifique d’extraction et possèdera un registre motorisé commandé avec la mise en fonctionnement de la cellule.

**Documentation demandée à l’appui de l’offre**

Tous les systèmes seront livrés avec une documentation d’utilisation et d’entretien en Anglais et/ou en Français sur support papier et informatique.

**Formation :**

Le titulaire s’engage à assurer une formation par un technicien compétent auprès du personnel habilité du laboratoire. Cette formation aura lieu après la mise en service. Cette formation comprendra à minima la mise en route, l’entretien, et le maniement du système.

**Garantie :**

Les matériels sont garantis au moins 1 an pièces, main d’œuvre et déplacements à compter de leur admission.

1. **Durée du marché :**

Il est conclu pour la période allant de sa date de notification au prestataire jusqu'à l’expiration de la durée de garantie.

En tout état de cause, à compter de la notification du marché, le délai contractuel global de réalisation de l’ensemble de la prestation (hors garantie) est celui indiqué par le titulaire dans son offre.

1. **Montant et forme du marché :**

Le marché est conclu sans minimum avec un maximum de 143 000 € HT conformément au seuil de procédure adaptée (ce seuil est procédural et ne représente pas le montant estimatif du marché).

1. **Documents contractuels**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

* Le présent marché et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l’arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n° 0078 du 1er avril 2021), désigné « CCAG FCS » dans le présent CCP ;
* L’offre du titulaire ;
* Les éventuels avenants et actes de sous-traitance.
1. **Exécution complémentaires**
	1. **Modification du marché**

Le marché pourra être modifié conformément aux dispositions des articlesR. 2194.1 à R. 2194.9 du Code de la commande publique.

* 1. **Réalisation de prestations similaires**

Des marchés de prestations similaires pourront être conclus conformément aux dispositions de l’article R. 2122-7, sous réserve du respect de la règlementation en la matière.

**PARTIE B– REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

1. **Procédure :**

**Marché passé en procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-4 du Code de commande publique**

**Cette consultation fait suite à une première consultation déclarée sans suite pour motif d’intérêt général.**

Les fournisseurs sont autorisés à proposer des variantes.

L’université se réserve la possibilité d’engager, en tant que de besoin, une discussion avec tous les candidats ayant soumis une offre conforme au cahier des charges.

Cette discussion éventuelle, qui sera effectuée dans des conditions de stricte égalité, aura pour objet de préciser ou d’adapter, le cas échéant et de manière non substantielle, les termes du dossier de consultation initial et/ou la teneur des offres des candidats, y compris dans leur dimension financière.

Toutefois, conformément à l’article R2323-4 du code de la commande publique, le marché public pourra être attribué sur la base des offres initiales sans que la négociation ait lieu.

1. **Lieu de livraison et d’installation, personne responsable :**

Université de Bourgogne

ICMUB – UMR CNRS 6302

Plateforme Pharmimage

Zone ERIE Rue en Vieille Fourche

21000 Dijon France

1. **Date limite de réception des PLIS  par voie électronique uniquement : 18 décembre à 12h00**

Conformément à l’article R. 2132-3 du Code de la commande publique, le pli sera remis avant la date et l'heure limites fixées au présent article par voie électronique **uniquement** via le profil acheteur (Plate-Forme des Achats de l’Etat : [https://www.marches-publics.gouv.fr/](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome)) sur lequel l’annonce a été publiée,

Il appartient au candidat de prendre toutes les dispositions pour l’arrivée du pli en temps et en heure.

1. **Contenu minimum des réponses**

A l’appui de sa réponse au présent appel à concurrence, le candidat doit fournir :

1. La lettre de présentation de la candidature (imprimé DC1) dûment datée et signée comprenant :

- le nom et l’adresse du candidat ;

- le nom de la personne habilitée à engager le candidat, avec le cas échéant, le pouvoir du signataire ou l’habilitation du mandataire.

1. Le présent marché signé accompagné des conditions générales d’achats de l’Université
2. L’offre technique et tarifaire du candidat accompagnée d’un RIB.
3. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

*Le modèle de formulaire DC1, dont l’usage est recommandé, est également disponible sur le site suivant :*

*http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics*

**- Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des réponses.**

1. **Renseignements complémentaires**

Les candidats peuvent demander des renseignements complémentaires par voie électronique **uniquement** via le profil acheteur (Plate-Forme des Achats de l’Etat : [https://www.marches-publics.gouv.fr/](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome))

Cependant, l’université ne s’engage à répondre aux demandes de renseignements complémentaires que dans l’hypothèse où celles-ci lui parviendraient au plus tard le 11 décembre **à 16 h 00** (heure de Paris)

 Au-delà de cette date, l’université se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu’elles n’ont pas été transmises en temps utile.

 Les réponses apportées par l'université seront envoyées à l'ensemble des personnes ayant retiré le dossier par courriel à l’adresse électronique indiquée par les candidats ayant téléchargé le dossier ***AUSSI, IL EST FORTEMENT RECOMMANDE AUX PERSONNES TELECHARGEANT LE DOSSIER DE CONSULTATION DE RENSEIGNER SUR LE PROFIL ACHETEUR*** [***https://www.marches-publics.gouv.fr/***](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome) ***LE FORMULAIRE D’IDENTIFICATION DESTINE A PERMETTRE A L’UNIVERSITE DE LEUR TRANSMETTRE LES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES EVENTUELS*** ;

Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu au présent article.

1. **Critères de sélection des candidatures**

Seront éliminés au stade de la candidature :

* Les candidats ayant transmis leur pli après la date et l’heure limite fixées dans l’avis d’appel public à la concurrence.
* Le candidat ne justifiant pas qu’il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903679&dateTexte=&categorieLien=cid) concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
* Les candidatures qui ne présentent pas des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes.

**Conformément à l’article R. 2144-7 du Code de la commande publique si le soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.**

**Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.**

1. **Critère(s) de choix des offres : offre économiquement la plus avantageuse selon les critères suivants**

Parmi les candidats ayant remis un dossier complet et une offre conforme aux exigences de l’université, les critères suivants seront pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération indiquée :

**1/ Prix : 40%**

**Coût d’achat du matériel : 85%**

**Coût d’utilisation du matériel (notamment consommable) : 15%**

**2/ Valeur technique : 50%**

**La qualité technique sera évaluée sur les sous-critères suivants :**

**- Adéquation de la proposition vis à vis du projet : 50%**

**- Ergonomie du système : 20%**

**- Possibilité d’agencement de l’espace de travail : 15%**

**- Encombrement du système dans l’environnement de travail : 15%**

**3/ Offre de service autour du système : 10%**

**Garantie, contrat d’entretien et SAV : 60 %**

**Support technique et assistance : 40 %**

L’attention des candidats est appelée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas donner suite à l’appel public à la concurrence pour des motifs d’intérêt général, y compris, le cas échéant, d’ordre financier.

1. **Commande**

Suite à l’engagement juridique, la notification du marché, le titulaire recevra l’engagement financier de l’université par bon de commande. La commande ne peut être validée qu’a réception du bon de commande de l’université (format : 45……).

1. **Facturation**

**Le titulaire est invité à utiliser le portail Chorus Pro pour le dépôt des factures dématérialisées. Sur le portail, il lui ait demandé de joindre sa propre facture en page 2.**

ATTENTION : Outre les mentions légales obligatoires les factures devront comporter le N° du marché (format UB :…..) et le N° d’engagement financier (format : 45……) transmis par la composante émettrice de la commande.

1. **Attribution du marché au candidat pressenti**

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché produira dans le délai imparti par l’université :

a) Les pièces mentionnées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail ;

b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Pour les entreprises créées postérieurement au 1er janvier de l'année de lancement de la présente consultation, le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises se substituera aux attestations fiscales et sociales demandées ci-dessus.

Les candidats ont la possibilité de remettre les documents mentionnés ci-dessus dans le dossier dès la réponse à l’appel public à la concurrence.

1. **Litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Instance chargée des procédures de recours > Tribunal administratif de Dijon - 22 rue d'Assas - 21000 Dijon – tél. 03 80 73 91 00 – télécopie : 03 80 73 39 89.

Organe chargé des procédures de médiations > CCIRA-DRASS - immeuble Le Saxe - 119 avenue maréchal de Saxe - 69427 Lyon cedex 3.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours > Greffe du tribunal administratif de Dijon - 22 rue d'Assas - 21000 Dijon – tél. 03 80 73 91 00 – télécopie : 03 80 73 39 89.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

|  |
| --- |
| **PARTIE C A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** |
| Après avoir pris connaissance du présent document et des pièces qui y sont mentionnées :* J’atteste sur l’honneur n’entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-2 à L. 2141-14 du Code de la commande publique ;
* Je m'engage, sur la base des informations transmises dans mon offre et du prix global et forfaitaire suivant :
* OFFRE DE BASE :

Montant hors TVA………………………………………………………………………………………………Taux de la TVA…………………………………………………………………………………………………Montant TTC……………………………………………………………………………………………………Montant (TTC) arrêté en lettres à : ……………………………………………………………………………* PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) n° 1 :

Montant hors TVA………………………………………………………………………………………………Taux de la TVA…………………………………………………………………………………………………Montant TTC……………………………………………………………………………………………………Montant (TTC) arrêté en lettres à : ……………………………………………………………………………* PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) n° 2 :

Montant hors TVA………………………………………………………………………………………………Taux de la TVA…………………………………………………………………………………………………Montant TTC……………………………………………………………………………………………………Montant (TTC) arrêté en lettres à : ……………………………………………………………………………* PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) n° 3 :

Montant hors TVA………………………………………………………………………………………………Taux de la TVA…………………………………………………………………………………………………Montant TTC……………………………………………………………………………………………………Montant (TTC) arrêté en lettres à : ……………………………………………………………………………MONTANT TOTAL OFFRE DE BASE + PSE n° 1 + PSE n° 2 + PSE n° 3   hors TVA :………………………………………………….- Délai global maximum de réalisation de l’ensemble des prestations*)* sur lequel je m’engage …………….. jours calendaires à compter de la notification du marché. - Dans le cadre de la garantie, délais d’intervention en jours calendaires après signalement d’une panne par l’université : …………… jours.- Je demande le versement d’une avance prévue à l’article 9 des conditions générales d’achat ci-jointes : [ ]  OUI [ ]  NONMontant de l’avance demandée : …………

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’entreprise qui assurera la facturation |  |
| N°SIRET |  |
| N°TVA INTRA |  |
| Code APE |  |
|  | Nom de l’agence | Code Banque | Code guichet | N° compte | Clé |
| RIB (France) |  |  |  |  |  |
| IBAN (étranger) |  |  |  |  |  |

Signature du candidat :La signature du présent document vaut acceptation de ces clauses y compris des conditions générales d’achats de l’université annexéesNom de signataire *(le signataire doit être habilité à engager l’entreprise)*TamponSignature : |

**L’offre est acceptée par l’université :**

[ ]  en ce qui concerne la solution de base seule

[ ]  en ce qui concerne la solution de base et les prestations supplémentaires n°

A : ……………………………………., le ………………………………………………………

Pour le Président et par délégation

Le directeur Général des Services

 Alain HELLEU

***CONDITIONS GENERALES D’ACHAT***

***applicables aux marchés de fournitures et services***

***passés par L’UNIVERSITe DE BOURGOGNE***

**Article 1 – Champ d’application des présentes conditions**

Les présentes conditions générales d’achat ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre l’établissement et ses cocontractants pour tous les marchés publics de fournitures et de services passés en application du Code de la commande Publique.Au sens des présentes conditions générales d’achat, « le titulaire » désigne le cocontractant de l’établissement.

Lorsqu’il est passé selon une procédure adaptée au sens des articles R2123-1 à R2123-4 du Code de Commande Publique, le marché peut prendre la forme d’un simple bon de commande établi par l’établissement.

Sauf dérogation expressément exprimée dans le bon de commande ou ses annexes ou dans les présentes conditions générales, les stipulations du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services dans sa version annexée à l’arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (ci-après désigné « CCAG FCS »), sont applicables au marché.

A titre indicatif, le CCAG FCS peut être consulté à l’adresse suivante :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&fastPos=2&fastReqId=1887451667&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

En aucun cas les dispositions figurant dans les documents complétés par le titulaire, notamment ses conditions générales de vente, ne prévalent sur les présentes conditions générales d’achat.

Lorsqu’un contrat préparé par l’établissement a été rédigé spécialement pour le marché, ses clauses prévalent sur les présentes conditions, qui ne font alors que les compléter.

**Article 2 – Notification**

Par dérogation à l’article 3.1 du CCAG FCS, lorsque le marché prend la forme d’un simple bon de commande, sa notification consiste à adresser au titulaire une copie du bon de commande et de ses annexes. Dans ce cas, la personne physique habilitée à représenter l’établissement pour les besoins de l’exécution du marché au sens de l’article 3.3 du CCAG FCS est la personne qui a signé le bon de commande. Néanmoins, le titulaire est invité à s’adresser prioritairement à la personne à contacter dont les coordonnées figurent sur le bon de commande.

**Article 3 – Objet, contenu, spécifications techniques**

L’objet du marché, son contenu et ses spécifications techniques sont mentionnés dans le bon de commande émis par l’établissement ou ses annexes.

Pour les marchés de fournitures, le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l’exécution des prestations conformément à ses engagements contractuels.

**Article 4 – Documentation technique**

Le titulaire s’engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d’assurer la maintenance et le fonctionnement correct du matériel. Celle-ci est rédigée en langue française, elle est fournie sans supplément de prix.

**Article 5 – Lieu et délai d’exécution**

Le lieu et le délai d’exécution des prestations figurent sur le bon de commande ou, à défaut, sur les documents qui lui sont annexés.

Le point de départ du délai d’exécution des prestations est la réception de la commande par le titulaire.

Dans le cadre des stipulations de l’article 13.3.3 du CCAG FCS, lorsque le titulaire demande une prolongation du délai d’exécution des prestations, si l’établissement ne notifie pas sa décision dans un délai de 15 jours à compter la date de réception de la demande du titulaire, il est réputé avoir rejeté la demande de prolongation, sauf dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas de l’article 13.3.3 du CCAG FCS.

**Article 6 – Pénalités**

Par dérogation aux stipulations de l’article 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante : P = (V x R) / 100, dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

En tout état de cause, P ne peut dépasser V.

**Article 7 - Vérification des livraisons**

Par dérogation à l’article 21 du CCAG FCS, les opérations de vérification simples s’effectuent dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de livraison des fournitures ou de l'exécution des services.

Par dérogation à l’article 27.3 du CCAG FCS, l’établissementn’avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l’établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d’y assister ou de s’y faire représenter.

**Article 8 - Garantie**

Par dérogation à l’article 33.1 du CCAG FCS, le point de départ de la garantie est la date d’admission des prestations.

**Article 9**- **Avances**

Une avance sera versée au titulaire sur sa demande, formulée à l’article 14 du présent CCP .Cette avance ne pourra excéder 30 % du montant initial TTC du marché ou de la tranche affermie. L’avance pourra être portée à 60% en cas de constitution de garantie à première demande.

 Le remboursement de l’avance s’imputera sur les sommes dues au titulaire lorsque la valeur des prestations exécutées aura atteint 65% du marché ou de la tranche affermie.

**Article 10 – Modalités de règlement**

Le délai global de paiement est de 30 jours pour les marchés passés en application du Code de la commande publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Les factures, accompagnées d’un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigée par l’article 242 nonies A de l’annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant

**Article 11 – Litiges**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif dans le ressort duquel le bon de commande est émis.